

Ban dit aux dirigeants africains de ne pas s'accrocher au pouvoir

@rib News, 30/01/2016 - Source Reuters Le secrétaire général des Nations unies a appelé samedi les dirigeants africains à ne pas "s'accrocher au pouvoir" au-delà de la limite de leurs mandats. Ban Ki-moon s'exprimait à l'ouverture du sommet des 54 Etats de l'Union africaine, dont plusieurs dirigeants sont au pouvoir depuis des décennies ou ont récemment modifié leur Constitution pour s'y maintenir, au risque de provoquer des violences, comme au Burundi ou en République démocratique du Congo.

"Les dirigeants ne devraient jamais utiliser des changements de Constitution antidémocratiques ou des failles juridiques pour s'accrocher au pouvoir. Nous avons tous vu les conséquences tragiques de leurs actes", a déclaré le responsable onusien. Le président américain Barack Obama avait tenu des propos similaires en juillet dernier au siège de l'Union africaine (UA), à Addis Abeba. Cela n'a pas dissuadé le président burundais Pierre Nkurunziza de se faire réélire pour un troisième mandat jugé anticonstitutionnel par ses opposants, ou le Rwandais Paul Kagame de modifier la Constitution pour se maintenir au pouvoir au-delà de 2017. Le doyen des dirigeants africains, Robert Mugabe, qui aura 91 ans le mois prochain et dirige sans partage le Zimbabwe depuis l'indépendance en 1980, est resté imperturbable après avoir écouté Ban Ki-moon et a accusé une nouvelle fois les pays occidentaux de néocolonialisme. "Nous n'autorisons pas ce groupe à continuer (...) à nous harceler jusque dans nos Etats indépendants", a-t-il déclaré. En marge du sommet, qui s'est ouvert samedi pour deux jours, le président gambien Yahya Jammeh a déclaré à la presse que plusieurs pays, dont le sien, étaient opposés à l'envoi d'une force de maintien de la paix africaine au Burundi sans l'accord de ce pays. Le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a proposé en décembre de déployer une force de 5.000 hommes pour protéger les civils au Burundi, où des centaines de personnes ont été tuées depuis que Pierre Nkurunziza a décidé de se représenter et où les observateurs redoutent une nouvelle guerre civile, voire un génocide.